



# Assemblée des Français de l'étranger

29<sup>ème</sup> Session - Octobre 2018

## COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (CEDDEF)

Présidente : Mme Geneviève BERAUD-SUBERVILLE

Vice-président : M. Guillaume ELOY



### Membres de la Commission

Mme Anne-Marie BALLANDE ROMANELLI

Mme Gaëlle BARRÉ

M. Mehdi BENLAHCEN

Mme Geneviève BERAUD-SUBERVILLE

Mme Fabienne BLINEAU

Mme Inès CAVAYÉ-NINU

M. Yan CHANTREL

Mme Marie-Carole DE LA CRUZ

M. Guillaume ELOY

Mme Anne HENRY-WERNER

M. Ronan LEGLEUT

M. Alain-Pierre MIGNON

Mme Nadine PRIPP

M. Pierre TOUZEL

## **Rapporteurs**

Mme Anne HENRY-WERNER / Commerce Extérieur  
Mme Anne-Marie BALLANDE ROMANELLI, Mme Marie-Carole DE LA CRUZ  
et M. Pierre TOUZEL / Développement Durable  
Mme Gaëlle BARRÉ / Emploi et Formation

### **Rapport de la Commission Commerce Extérieur, Développement Durable Emploi et Formation (CEDDEF)**



**Assemblée des Français de l'Étranger  
29<sup>e</sup> session - Octobre 2018**

#### **COMMERCE EXTÉRIEUR**

**Rapporteuse : Mme Anne HENRY-WERNER**

**Le programme des travaux et auditions de la commission pour le volet Commerce Extérieur ciblait trois thématiques :**

- 1) Le point sur la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale en matière d'accompagnement des entreprises française à l'export, et plus particulièrement sur la réforme de cet accompagnement, inspirées recommandations du rapport Lecourtier, auquel notre commission a pu contribuer dans le cadre de ses auditions.**
- 2) Approfondir la réalité de la création et du financement de start-up françaises vouées à opérer à l'international**
- 3) Appréhender le commerce extérieur de la France à partir de l'exemple concret d'une région : en l'occurrence l'Asie**

**Nous avons reçu et échangé avec les interlocuteurs suivants :**

- **Mme Géraldine LEMBLE : Directrice générale adjointe du projet Asie-Pacifique au MEDEF International**
- **M. Roland LESCURE, Président de la Commission des affaires économiques de l'Assemblée Nationale (Député de la 1<sup>ère</sup> circonscription des Français de l'étranger – Amérique du Nord et rapporteur général du projet de loi PACTE<sup>1</sup>)**
- **M. Brian CORRIERI, Fondateur de la start-up FairTrip**
- **Mme Christel ALCALA, Fondatrice de la start-up Madoora.com**
- **Mme Jacky DEROMEDI, Sénatrice des Français établis hors de France, ancienne Présidente de la Chambre de commerce française de Singapour**

**Monsieur Martin JUILLARD, Directeur-adjoint de la Direction des Entreprises, de l'Économie internationale et la Promotion touristique (MEAE) ayant malencontreusement oublié notre rendez-vous n'a donc pas pu être entendu.**

---

<sup>1</sup>PACTE: plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises

## **I. L'accompagnement à l'export**

### *POUR RAPPEL :*

La réforme actuelle a pour principe, dans un premier temps, de supprimer les doublons CCI / Business France en créant un guichet unique en France et à l'étranger. En France, l'organisation se fera au niveau régional. Les régions se chargeront de la coordination entre CCI et Business France. A l'étranger le guichet unique serait décliné par pays. Business France se retirerait au profit d'organismes privés existants.

Changement de paradigme : auparavant, on estimait que la bataille se passait à l'étranger, aujourd'hui on considère qu'il faut commencer en France, au niveau des régions, le travail de préparation des PME à l'export. Pour exporter il faut comprendre les facteurs de succès en amont. Cela signifie que des spécialistes Business France interviendront directement dans les CCI en France et que Business France sera moins déployé sur le terrain à l'étranger.

Sur ce premier point, nous retenons essentiellement de nos auditions que la réforme est en cours de mise en œuvre et nous n'avons pas pu recueillir d'éléments d'information réellement nouveaux par rapport à ce qui nous avait été annoncé en mars 2018. Jacky DEROMEDI nous a appris que Business France est en train de lancer les appels d'offres pour l'externalisation de ses services prévue, dans un premier temps, dans 8 régions pilotes, dont Singapour. Tout opérateur privé travaillant dans ce secteur peut participer à l'appel d'offres. Selon la sénatrice, les CCI seraient, de par leur expertise de terrain, bien placées pour emporter ces marchés.

Nous aurons donc l'occasion de revenir sur la mise en place de cette réforme, qui se veut ambitieuse, lors de la prochaine session.

## **II. Les start-up françaises**

Nous avons eu l'opportunité de rencontrer de jeunes créateurs de start-up sur leur lieu de travail et de visiter Station F, qui se définit comme étant le plus grand campus de start-up au monde (<https://stationf.co/fr/>).

Cet incubateur fondé par Xavier NIEL, intégré dans l'ancienne Halle Freyssinet, ex-gare de triage d'Austerlitz, a été inauguré en juin 2017.

3000 stations de travail sont réparties sur 34 000 mètres carrés dans les zones réservées aux start-up.

La halle est divisée en trois zones :

« Share » : divers espaces, ouverts et fermés, favorisant les échanges. Cette zone est accessible au public sur invitation et permet aussi la tenue d'événements d'entreprises. Elle comprend également un espace « Tech Shop » qui permet de concrétiser des projets impliquant une production. Les membres accèdent à des machines et équipements professionnels de divers secteurs de production : bois, métal, textile, électronique, impression 3D... L'équipe Tech Shop propose aussi la formation sur les machines.

« Create » : uniquement accessible aux start-up, ces espaces sont en fait les postes de travail proprement dits. On distingue les postes attribués individuellement à des créateurs de start-up qui y sont admis sur dossier, dans le cadre de différents programmes, et peuvent y rester de quelques semaines à quelques mois, moyennant un loyer de 200 EUR/mois qui donne accès à toutes les infrastructures.

Et on y trouve également un étage occupé par de grandes entreprises (Microsoft, Ubisoft, L'Oréal, Thales, BNP-Paribas, etc...) qui ont leurs propres programmes d'accompagnement de start-up selon des thématiques spécifiques.

La troisième zone est un très grand espace gastronomique ouvert au public.

A signaler, la présence dans la zone « Share » de la FrenchTech et d'un certain nombre d'acteurs institutionnels, tels que Pôle emploi, l'URSSAF, BPI-France, l'INPI...

Autre élément marquant, Station F affiche une orientation internationale qui se manifeste notamment par l'usage de l'anglais comme langue officielle de communication. Le campus accueille des start-up étrangères mais la majorité est française.

Suite à cette visite, nous nous sommes entretenus avec nos hôtes, tous deux créateurs de start-up, qui nous ont concrètement décrit leur réalité et difficultés quotidiennes qui sont celles partagées par toutes les autres start-up.

Définition d'une start-up : jeune entreprise innovante à forte perspective de croissance.

- Brian CORRIERI est le créateur de l'application FairTrip et sa start-up relève de la forme juridique ESS (entreprise d'économie sociale et solidaire). L'application est un guide touristique qui répertorie des hébergements, des restaurants ou des initiatives sous une forme participative (interaction avec les utilisateurs). L'idée de base est que le tourisme, qui représente 10% du PIB mondial, peut devenir un levier de développement économique équitable et durable ainsi qu'un vecteur de développement et de réduction de la pauvreté dans le monde. Les établissements référencés sont donc engagés dans l'économie sociale et solidaire, l'insertion ou les circuits courts (soutien des producteurs locaux) pour favoriser un tourisme équitable et durable.  
<https://www.fairtrip.org/fr> - Application FairTrip téléchargeable
- Christel ALCALA : créatrice de la start-up Madoora.com qui répertorie des SPA de luxe à travers le monde et offre un service de réservation. Le site vient tout juste d'être mis en ligne. Sa créatrice souhaiterait reverser une partie des bénéfices dégagés à des causes humanitaires.

Les deux entrepreneurs dénoncent unanimement une forte distorsion entre la communication quasi mythique relayée par les médias sur les start-up et la réalité du parcours de combattant qu'ils livrent au quotidien, en particulier pour financer leur entreprise. Actuellement, 90% des start-up ferment au bout de 3 ans.

Pôle-emploi est, dans un premier temps, le premier financeur des créateurs de start-up !

Côté aide institutionnelle, un seul mécanisme de soutien existe. Il est porté par BPI-France qui soutient, sur acceptation de dossier, des projets de moins d'un an à hauteur de 70% d'un budget annuel.

Ensuite, le financement doit passer par la levée de fonds. Or, on constate en France divers freins à l'investissement, d'ordre structurel et culturel :

- Les investisseurs français sont par nature frileux et hostiles au risque.
- Il y a en France un manque de vision : un projet ambitieux à la hauteur de Airbnb ou TripAdvisor fait peur.
- Enfin, on note une tendance à la baisse des investissements dans les PME du fait de la suppression de l'ISF puisque les contribuables concernés pouvaient déduire 50 % de la somme investie. Aucun autre mécanisme incitatif n'a été mis en place.

Nos interlocuteurs souhaiteraient :

- un renforcement du dispositif de soutien par BPI-France, ne serait-ce que sous la forme d'octroi de garanties pour asseoir la crédibilité de start-up prometteuses auprès de business-angels frileux ;
- la mise en place d'un outil d'incitation à l'investissement ;

**Ils soulignent que leur ambition est de devenir des acteurs économiques mondiaux, aptes à ouvrir des antennes à l'étranger (et y faire travailler des français) tout en ayant pour objectif de rester localisés en France et d'y payer leurs impôts.**

### **III. Commerce extérieur et zone asiatique**

#### **1) MEDEF International - MEDEF Asie et Nouvelle route de la soie**

Créé en 1989, l'association MEDEF International accompagne les entreprises françaises implantées à l'étranger, les aide à renforcer leur position et à gagner des parts de marché.

L'association assure également des formations, notamment par e-learning aux entreprises françaises qui ont des besoins de formation de leur main d'œuvre locale.

L'Asie représente 45% des échanges commerciaux à l'échelle mondiale et connaît une croissance annuelle de 6%. Les 3 piliers sont la Chine, l'Inde et le Japon.

La question qui se pose est : comment gagner des parts de marchés dans des régions très concurrentielles?

Réponse : développer la coopération sur l'axe indopacifique.

En Inde: sélection d'une vingtaine de villes (financement avec l'AFD et une grande banque française), sélection de projets, travailler avec des pays dont on partage les valeurs (imposer nos normes face aux normes chinoises moins contraignantes).

En Australie : coopération franco-australienne sur un gros projet de construction de sous-marins qui englobe tout l'écosystème parallèle. Partenaire fiable, gros besoin de formation. Il s'agit de projet de coopération de long terme (50 ans) – Le savoir-faire français est très apprécié en Australie.

L'initiative « Belt and road » est un programme de développement lancée par la Chine qui vise à reconstituer la « Route de la soie » et intensifier les échanges commerciaux.

On constate que depuis l'été 2016, la Chine tire la croissance mondiale notamment par le financement massif d'infrastructures. La Chine inonde les marchés de ses excédents et propose des produits de financement à des pays émergents, créant pour ces pays un lien de dépendance aux produits et normes chinoises et une situation de distorsion de concurrence. L'initiative avance très rapidement car les Chinois y mettent les moyens.

Les entreprises françaises ont du mal à voir comment s'inscrire de manière compétitive dans ce projet. Or, certains de ces pays prennent conscience de ce risque de dépendance à la Chine et cherchent des alternatives, ce qui constitue des opportunités.

L'économie maritime offre des opportunités dans un secteur où les chinois n'ont ni savoir-faire, ni technologie, ni innovation, contrairement à la France qui doit valoriser ces atouts, tout en sachant que l'offre chinoise reste moins chère. On peut espérer que la Chine finisse par prendre conscience du savoir-faire de la France

#### **2) La chambre de commerce française de Singapour**

Quelques chiffres : 722 entreprises membres, équipe de 24 personnes, 220 événements/an réunissant plus de 7.600 participants.

La zone ASEAN est une zone économique dynamique avec un marché de consommateurs immédiats. Le taux de croissance annuelle est de 5-6 % et estimée à 7 % d'ici 2025.

Les Français et leur savoir-faire ont une très bonne réputation en Asie, mais les Asiatiques sont très terre à terre et les chiffres comptent.

Les start-up singapouriennes sont nombreuses et la FrenchTech a une présence forte.

Côté emploi, les opportunités de travail sont importantes mais dépendantes d'un permis de travail et de la législation locale qui impose de privilégier les nationaux. Même l'Alliance française a du mal à pouvoir recruter des professeurs de langue maternelle française et est dans l'obligation de faire appel prioritairement à des professeurs de français singapouriens.

Même situation pour les stagiaires.

# Rapport de la Commission Commerce Extérieur, Développement Durable

## Emploi et Formation (CEDDEF)



### Assemblée des Français de l'Étranger 29<sup>ème</sup> session - Octobre 2018

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Rapporteurs** : Mme Anne-Marie BALLANDE ROMANELLI, Mme Marie-Carole DE LA CRUZ et M. Pierre TOUZEL

Notre commission a reçu deux intervenants sur les questions de développement durable, Mme Isabelle TARDE, déléguée générale de la FAPEE ainsi que M. Olivier LACROIX, Sous-Directeur des services centraux et de la logistique.

L'objectif de ces interventions était de se familiariser avec des initiatives de développement durable, simples et concrètes, mises en place sur le terrain dans le réseau des emprises françaises à l'étranger, établissements scolaires et ambassades.

Dans les établissements scolaires, le développement durable est déjà abordé dans les programmes scolaires comme nous l'a expliqué Mme TARDE. Les associations de parents d'élèves prennent, dans la plupart des cas, l'initiative de soutenir des actions visant à l'obtention du label "éco-école". Pour ce faire ces associations soutiennent l'établissement et organisent des levées de fond. Ce label est décerné par la FEE (Foundation for Environmental Education) une association reconnue par l'UNEP (Programme des Nations unies pour l'Environnement), l'UNESCO et l'UNWTO (L'Organisation mondiale du tourisme). Dans chaque pays un organisme est habilité à délivrer ce label. En France il s'agit de l'organisation "Teragir" ([www.teragir.org](http://www.teragir.org)) qui a rédigé un guide en collaboration avec le ministère de l'éducation nationale.

Ces projets, portés par plusieurs établissements en gestion locale naissent avant tout d'une prise de conscience d'une volonté d'intégrer la question du développement durable dans le projet d'établissement et le projet pédagogique. Voici une liste non exhaustive des bonnes pratiques :

- élection dans les classes d'un "éco-délégué"
- amélioration du cadre d'apprentissage
- promotion des arts et de la culture
- approche environnementale des bâtiments et des cours de récréation
- meilleure gestion des ressources (énergie, eau) et des déchets
- promotion de la santé
- action orientée du local vers le global



Ces pratiques se concrétisent dans différents établissements comme à Hong Kong, Athènes, Valence, Milan, Bruxelles ou Lagos. Nous pouvons énumérer, ci-dessous, quelques une de leurs actions :

- Mise en place d'une politique d'achats groupés des fournitures scolaires afin de réaliser des économies d'échelles. Choix de produits écologiques,
- Réduction de la consommation de produits à usage unique (gobelets plastiques),
- Réduction des déchets alimentaires (optimisation de la taille des portions) en partenariat avec le prestataire restauration, ici Sodexo,
- Action au service de la communauté (nettoyage des plages et des rues),
- Programmes de covoiturage avec l'utilisation de l'application "CmaBulle",
- Promotion des modes de transports doux (Vélo, transports en commun, trottinette, etc. ...),
- Création de potagers et de programmes de jardinage,
- Mise en place de ruches avec programme pédagogique,
- Programme de recyclage des déchets.

Les enseignants prennent toute leur part en adaptant leur projet pédagogique autour de ces valeurs et ce, afin d'éveiller les élèves à une conscience écologique.

Cette conscience écologique peut avoir des répercussions directes sur la gestion des bâtiments. Au lycée de Lagos un problème de salles de classes trop exposées au soleil posait un problème de surchauffe. Si la solution première a été de mettre en place une climatisation, une solution plus écologique a été retenue eu égard au respect des critères du label "éco-école".

On note que ce label permet de coordonner des actions concrètes et immédiates, d'assurer une visibilité des établissements du réseau, et enfin de pérenniser leur mission écologique. En effet, un changement d'équipe de direction porte le risque de voir ses actions compromises. Les antennes locales de la FEE (Foundation for environmental education) s'assurent du suivi à long terme.

Voici une présentation vidéo des éco-école <https://youtu.be/nghOaHlur00>

En parallèle, le Ministère de l'Education Nationale a créé en 2013 le label E3D (École ou Établissement en Démarche globale de Développement Durable). Ce label couvre le même champ d'action et est déjà opérationnel dans certains établissements de l'AEFE, notamment le Lycée français Charles de Gaulle de Londres (voir document "PROJET E3D – Etablissement en Démarche de Développement Durable" en annexe).

La commission prendra contact avec le service pédagogique de l'agence pour connaître l'application de ce label dans le réseau.

### **Prix "Ambassade verte"**

Notre intervenant M. Olivier LACROIX, sous-directeur des services centraux et de la logistique au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, partage les mêmes préoccupations. Sa présentation s'est concentrée sur le suivi du prix "Ambassade Verte" créé au moment de la COP21 en 2015.

Cette initiative encourage les institutions françaises à l'étranger à adopter de nouveaux comportements et des modes de gestion plus consciencieux. Il s'agit donc d'une adhésion volontaire des postes. Ces initiatives sont encouragées par la création du prix "Ambassade Verte" remis chaque année au ministère. Son objectif est d'atteindre une neutralité carbone du réseau en 2020.

Dans les exemples cités, les efforts consentis permettent avant tout de réaliser des économies d'énergie ou de budget. Nous pouvons citer ici l'exemple très simple d'un changement de système de chauffage à l'ambassade de France à Londres. La chaudière au fioul assurait l'approvisionnement en eau chaude et du chauffage.

Elle était alors allumée toute l'année, même en été. L'installation de chauffe-eaux électriques a permis une réduction de la consommation et une réduction des émissions de carbone, 100 000 £ par an (environ 112 000 €) ont été ainsi économisées. Cette réduction a été permise par un changement d'opérateur électrique (électricité renouvelable, moins chère car subventionnée).

Une charte de bonne pratique a été transmise aux ambassades mais aussi aux établissements scolaires invités à s'en inspirer. C'est le cas dans le "carré français" à Londres où le Lycée français est voisin de l'ambassade. La proximité a été là un facteur aidant. La politique locale permet aussi de catalyser ces actions. La politique écologique de certaines villes ou régions offre un cadre favorable à ces bonnes pratiques.

Ce programme, "Ambassade Verte", bénéficie d'un budget très limité de 100 000 € par an. Aucune création de poste n'a été opérée. La mise en place des projets et des diagnostics est le fait d'un partenariat avec l'École Nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE <https://www.entpe.fr/>). Cette dernière met à disposition des étudiants stagiaires pour une durée de 6 mois maximum.

**En conclusion**, nous pouvons dire que ces deux exemples nous montrent, d'une part l'importance de la mise en réseau des bonnes pratiques environnementales de façon à en assurer la pérennité, et d'autre part la volonté commune des politiques et des citoyens qui en garantit le succès.

-----

## ANNEXE

Liste des antennes locales "eco-school"

<b>AUSTRALIE</b>	Keep Australia Beautiful	National Operator: Marina Antoniozzi	<u>Mail:</u> <a href="mailto:marina@kab.org.au">marina@kab.org.au</a>	
<b>AFRIQUE DU SUD</b>	Wildlife and Environment Society of South Africa	National Operator: Delana Eksteen	Mail: delana@wessa.co.za	
<b>ALLEMAGNE</b>	FEE Germany	Deutsche Gesellschaft für Umwelterziehung e.V.	National Operator: Robert Lorenz	Mail: rolorenz@gmx.net
<b>ANGLETERRE</b>	Keep Britain Tidy	National Operator: Lee Wray-Davies	Mail: Lee.Wray-Davies@keepbritaintidy.org	
<b>BAHAMAS</b>	Bahamas Reef Environment Educational Foundation	National Operator: Kevin Glinton	Mail: kevin@breef.org	
<b>BELGIQUE–BRUXELLES</b>	COREN a.s.b.l.	COREN a.s.b.l. (Coordination Environnement)	National Operator: Denis Jacob	Mail: denisjacob@coren.be

<b>BELGIUM - WALLONIA</b>	IEW	Fédération Inter-Environnement Wallonie	National Operator: Marie Spaey	Mail: m.spaey@iew.be
<b>BELGIUM – FLANDERS</b>	Federation for a Better Environment	Bond Beter Leefmilieu	National Operator: Linda Van Meersche	Mail: linda.vanmeersche@vlaanderen.be
<b>BERMUDES</b>	Greenrock	National Operator: Davida Morris	Mail: davida@greenrock.org	
<b>BRÉSIL</b>	Network Environment Institute	Instituto Ambientes em Rede	National Operator: Ricardo Cerruti Oehling	Mail: ecoescolas@iarbrasil.org.br
<b>BULGARIE</b>	Bulgarian Blue Flag Movement	Българско Движение "Син флаг"	National Operator: Petya Yordanova	Mail: petya_j@yahoo.com
<b>CHINE</b>	Center for Environmental Education and Communications	National Operator: Wang Yu	Mail: wangyu@ceec.cn	
<b>CHYPRE</b>	Cyprus Marine Environment Protection Association	Κυπριακή Ένωση Προστασίας Θαλασσιού Περιβάλλοντος	National Operator: Michael Ierides	Mail: cymepa@cy.net
<b>COMORES</b>	Mouvement Associatif pour l'Education et l'Egalité de Chances (Maeecha) National Operator: Nasser Assoumani	Mail: n.assoum@maeecha.org		
<b>CORÉE DU SUD</b>	FEE Korea	National Operator: Hara Kang	Mail: eshara@fee-korea.org	
<b>CROATIE</b>	Association "Lijepa Nasa", Zagreb	National Operator: Anita Šetić	Mail: lijepa-nasa-ppp@zg.t-com.hr	
<b>DANEMARK</b>	Danish Outdoor Council	Friluftsrådet	National Operator: Karen Præstegaard Hendriksen	Mail: kph@friluftsradet.dk
<b>ÉCOSSE</b>	Keep Scotland Beautiful	National Operator: Anne-Marie Robb	Mail: anne-marie.robb@keep-scotlandbeautiful.org	
<b>ÉMIRATS ARABES UNIS</b>	United Arab Emirates Eco-Schools	مركز البيئة للمدن العربية	National Operator: Mohamed Abdullahi Elimam	Mail: mohd.elimam.90@gmail.com
<b>ESPAGNE</b>	Asociación de Educación Ambiental y del Consumidor	National Operator: Idoia Arellano López	Mail: ecoescuelas@adeac.es	

<b>ESTONIE</b>	Estonian Society for Nature Conservation	Eesti Looduskaitse Selts	National Operator: Sirje Aher	Mail: sirje@hared.ee
<b>ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE</b>	National Wildlife Federation	National Operator: Kim Martinez	Mail: martinezK@nwf.org	
<b>FÉDÉRATION DE RUSSIE</b>	Keep Saint-Petersburg Tidy	СПбОО "Санкт-Петербург за экологию Балтики"	National Operator: Olga Madison	Mail: olgamadison@yahoo.com
<b>FINLANDE</b>	The Finnish Association for Environmental Education	Suomen Ympäristökasvatuksen Seura ry	National Operator: Iitu Kiminki	Mail: iitu.kiminki@feesuomi.fi
<b>FRANCE</b>	Teragir	National Operator: Stéphanie Beney	Mail: stephanie.beney@teragir.org	
<b>GHANA</b>	Center for Sustainable Transformation	National Operator: Hilde Oropku	Mail: info@ecoschoolsghana.org	
<b>GRÈCE</b>	Hellenic Society for the Protection of Nature (HSPN)	ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΤΑΙΡΙΑ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΗΣ ΦΥΣΗΣ	National Operator: Theodora Polyzoidou	Mail: education@eepf.gr
<b>ICELAND</b>	Icelandic Environment Association	Landvernd	National Operator: Katrín Magnúsdóttir	Mail: katrin@landvernd.is
<b>ILE MAURICE</b>	Reef Conservation Mauritius	National Operator: Sameer Kaudeer	Mail: education.reef@intnet.mu	
<b>ÎLES VIERGES</b>	Virgin Islands Conservation Society	National Operator: Valerie Peters	Mail: blueflagusvi@gmail.com	
<b>INDE</b>	Centre for Environment Education	National Operator: Minakshi Balkrishna	Mail: minakshi.balkrishna@ceeindia.org	
<b>IRAN</b>	World Green Star	Setar-e Sabz-e Jahan	National Operator: Sepideh Osadhasan	Mail: ostads18@yahoo.com
<b>IRLANDE</b>	An Taisce - The National Trust for Ireland	National Operator: Cathy Baxter	Mail: cbaxter@eeu.antaisce.org	
<b>IRLANDE DU NORD</b>	Keep Northern Ireland Beautiful	National Operator: Ruth Van Ry	Mail: ruth.vanry@keepnorthernirelandbeautiful.org	
<b>ITALIE</b>	FEE Italy	FEE Italia	National Operator: Andrea Rinelli	Mail: a.rinelli@eco-schools.it
<b>JAPON</b>	FEE Japan	National Operator: Shoko Itoh	Mail: info@feejapan.org	

<b>JORDANIE</b>	The Royal Marine Conservation Society of Jordan	الجمعية الملكية لحماية البيئة البحرية	National Operator: Aya Kalaldehy	Mail: a.kalaldehy@jreds.org
<b>KENYA</b>	Kenya Organization for Environmental Education	National Operator: David Wandabi	Mail: david.wandabi@koe.org	
<b>LETTONIE</b>	FEE Latvia	Vides izglitibas fonds	National Operator: Daniels Truksans	Mail: ekoskolas@videsfonds.lv
<b>LITUANIE</b>	Lithuanian Green Movement	Lietuvos Zaliuju Judejimas	National Operator: Renaldas Rimavicius	Mail: blueflag@zalieji.lt
<b>MACÉDONIE</b>	Civil Association OXO	National Operator: Aleksandra Mladenovska	Mail: aleksandra@oxo.org.mk	
<b>MADAGASCAR</b>	Madagascar National Parks (MNP)	National Operator: Fanja Olga Randriamanantena	Mail: cee@madagascar.national.parks.mg	
<b>MALAISIE</b>	WWF-Malaysia	Tabung Alam Malaysia	National Operator: Thiagarajan Nadeson	Mail: tnadeson@wwf.org.my
<b>MALTE</b>	Nature Trust	National Operator: Paul Pace	Mail: paul.j.pace@um.edu.mt	
<b>MAROC</b>	Mohammed VI Foundation for The Protection of the Environment	Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement	National Operator: Kenza Khallafi	Mail: k.khallafi@fm6e.org
<b>MEXIQUE</b>	FEE Mexico	National Operator: Joaquín Díaz	Mail: joaquin.diaz@feemexico.org	
<b>MONGOLIE</b>	Information and Training Center for Nature and Environment	Байгаль орчны мэдээлэл сургалтын төв	National Operator: Shinetsetseg Erdenebayar	Mail: eshinetsetseg@yahoo.com
<b>MONTENEGRO</b>	Bureau for Education Service	Zavod za školstvo	National Operator: Nevena Cabrilo	Mail: nevena.cabrilo@zss.gov.me
<b>NORVÈGE</b>	Foundation FEE Norway	Stiftelsen FEE Norway	National Operator: Jan Brataas	Mail: jb@fee.no
<b>OCÉAN INDIEN</b>	Indian Ocean Commission	Commission de L'Océan Indien	National Operator: Olivia Copsey	Mail: oliviapopsey@yahoo.co.uk
<b>UGANDA</b>	Conservation Efforts for Community Development (CECOD)	National Operator: Robert M. Isingoma	Mail: cecodug@yahoo.com	

<b>PAYS DE GALLES</b>	Keep Wales Tidy - Cadwch Gymru'n Daclus	National Operator: Julie Giles	Mail: julie.giles@keepwalestidy.org	
<b>PAYS-BAS</b>	FEE Netherlands	SME Advies	National Operator: Hak van Nispen tot Pannerden	Mail: info@eco-schools.nl
<b>POLOGNE</b>	Environmental Partnership Foundation	Fundacja Partnerstwo dla Środowiska	National Operator: Agnieszka Pabis	Mail: jaroslaw.szczygiel@gmail.com / programsde@gmail.com
<b>PORTUGAL</b>	FEE Portugal	Associação Bandeira Azul da Europa	National Operator: Margarida Gomes	Mail: margaridagomes@abae.pt
<b>PUERTO RICO</b>	Organization for Sustainable Environment	Organización Pro Ambiente Sustentable	National Operator: Marisol M. Quiñones-Vilches	Mail: ecoescuela@opaspuertorico.net
<b>QATAR</b>	Qatar Green Building Council National Operator: Hamoda Youssef Mail: hyoussef@qf.org.qa			
<b>RÉPUBLIQUE DOMINICAINE</b>	Environmental Law Institute of the Dominican Republic	Instituto de Derecho Ambiental de la República Dominicana	National Operator: Cesarina Aquino Rivas	Mail: caquino@idard.org
<b>REPUBLIQUE TCHÈQUE</b>	TEREZA Educational Centre	TEREZA, vzdělávací centrum	National Operator: Jan Smrcka	Mail: ekoskola@terezanet.cz
<b>ROUMANIE</b>	Carpathian-Danubian Centre of Geoecology	Centrul Carpato-Danubian de Geoecologie	National Operator: Razvan Dinca	Mail: ccdgro@gmail.com
<b>SERBIE</b>	Environmental Ambassadors for Sustainable Development	Ambasadori održivog razvoja i životne sredine	National Operator: Aleksandra Mladenovic	Mail: ecoschools@feeserbia.com
<b>SINGAPOUR</b>	WWF-Singapore	National Operator: Chitra Venkatesh	Mail: cvenkatesh@wwf.sg	
<b>SLOVAQUIE</b>	Centre of Environmental and Ethical Education Zivica	National Operator: Juraj Oravec	Mail: oravec@zivica.sk	
<b>SLOVENIE</b>	FEE Slovenia	Društvo DOVES - FEE Slovenia	National Operator: Gregor Cerar	Mail: gregor.cerar@ekosola.si
<b>SUÈDE</b>	Keep Sweden Tidy Foundation	Stiftelsen Håll Sverige Rent	National Operator: Kristina Bjerka	Mail: Kristina.Bjerka@hsr.se

<b>SUISSE</b>	Association I love my Planet	Association J'aime ma Planète / FEE Switzerland	National Operator: Urban Furlan	Mail: urban.furlan@jmp-ch.org
<b>TANZANIE</b>	Tanzania Forest Conservation Group-TFCG	Shirika la Kuhifadhi Misituya Asili Tanzania	National Operator: Elisa Pallangyo	Mail: epallangyo@tfcg.or.tz
<b>THAÏLANDE</b>	WWF-Thailand	กองทุนสัตว์ป่าโลก สำนักงานประเทศไทย	National Operator: Alliya Moun-ob	Mail: amoun-ob@wwfgreatermekong.org
<b>TURQUIE</b>	Foundation for Environmental Education in Turkey	Türkiye Çevre Eğitim Vakfı (TÜRÇEV)	National Operator: Aynur Çimenci	Mail: aynur@turcev.org.tr
<b>UKRAINE</b>	NGO Ecological initiative	ГО "Екологічна ініціатива"	National Operator: Victoria Radchenko	Mail: vnrs68@gmail.com
<b>ZANZIBAR</b>	Zanzibar Youth, Education, Environment Development Support Association	National Operator: Talib Abdi	Mail: tii.kweli@gmail.com	



Assemblée des  
Français de l'étranger

29<sup>ème</sup> Session – Octobre 2018

**COMMISSION DU COMMERCE EXTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (CEDDEF)**

**Rapporteurs** : Mme Anne-Marie BALLANDE ROMANELLI, Mme Marie-Carole DE LA CRUZ et M. Pierre  
TOUZEL

# **ANNEXE**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**



## PROJET E3D – Etablissement en Démarche de Développement Durable

### Comment mettre en place la démarche E3D dans nos établissements ?

*EEMCP2 porteur de projet (Lycée Charles De Gaulle : S. Rodot)  
et collègues du volet « écologie » du futur projet d'établissement*

#### Introduction

La réflexion en cours sur le nouveau projet d'établissement au lycée nous permettra de placer **l'éducation au développement durable** comme un **axe fort** du projet en lien avec les priorités dans le futur plan stratégique de l'AEFE 2017-2020.

Les enjeux éducatifs et les principes du développement durable sont inscrits dans les programmes d'enseignement avec une continuité pédagogique de l'école primaire, au collège puis au lycée qui permet aux élèves de s'approprier les connaissances et les compétences de futurs citoyens sous l'angle du développement durable, tout au long de leur scolarité. Cependant cette continuité et cette cohérence verticale entre les différents niveaux d'enseignement demeure très difficile à percevoir par les enseignants et les actions menées avec les élèves sont souvent isolées, restreintes à une ou deux disciplines sans réel projet interdisciplinaire ni cohérence au sein de l'établissement.

Les trois objectifs prioritaires de la seconde phase de généralisation (2007 -2010)\* visaient pourtant la pleine prise en compte des questions se rapportant au développement durable dans les programmes d'enseignement, multiplication des démarches globales dans les établissements et les écoles, ainsi que la formation des enseignants et des personnels impliqués dans cette éducation.

**Toute la difficulté est donc dans la construction d'un parcours citoyen « développement durable » pluridisciplinaire et cohérent de l'intérieur de la salle de classe à l'extérieur. Parvenir à une lisibilité et une mise en oeuvre des actions concertées en matière de développement durable est un objectif qui nécessite un cadrage pluriannuel dans une démarche E3D.**

**Un projet E3D : qu'est-ce que c'est ?**

**Une démarche...**

- qui s'appuie sur plusieurs circulaires du Ministère de l'Éducation Nationale (2004, 2007, 2011, 2013) applicables aux établissements du réseau de l'AEFE\* et dans le POS de l'AEFE 2014-2017,
- qui s'inscrit dans la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) dont les priorités sont fixées depuis 2003,
- qui se systématisent en France et qui se développent également petit à petit dans le réseau AEFE (Lycée français de Madrid et Lycée Lyautey de Casablanca).
- qui vise à engager tout l'établissement dans une approche durable : enseignements/programmes pédagogiques, vie scolaire, gestion et maintenance des bâtiments, partenaires extérieurs.

\*Circulaire n° 2004-110 du 8 juillet 2004 relative à la «Généralisation d'une éducation à l'environnement pour un développement durable (EEDD) - rentrée 2004», circulaire n° 2007-077 du 29 mars 2007 relative à la « Seconde phase de généralisation de l'éducation au développement durable (EDD) », et circulaire «Troisième phase de généralisation de l'éducation au développement durable», n° 2011-186 du 10 novembre 2011.

## Les principaux thèmes de la démarche :

- Alimentation • Eau • Achats et consommation • Traitement des déchets • Déplacements • Consommation d'énergie • Biodiversité • Santé • Solidarité / citoyenneté • Cultures.

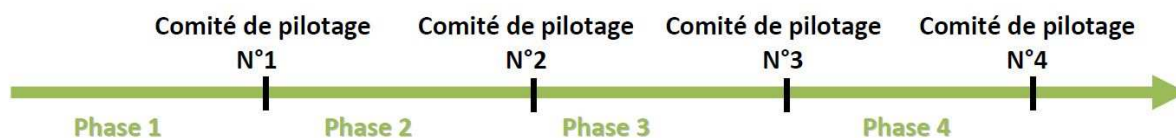
## Un projet E3D : pourquoi ?

- Répondre aux attentes de la communauté scolaire (CESC, nouveau projet d'établissement à venir).
- Réduire l'empreinte écologique (faire baisser le bilan carbone).
- Faire du lycée Charles de Gaulle et de ses annexes des acteurs exemplaires sur leur territoire et au sein du réseau AEFE.
- Agir dans le cadre de projets associés aux conférences climat (COP 24 et Sommet pour la Terre).
- Former les futurs citoyens en faisant de nos établissements un lieu de vie et d'apprentissage cohérent avec les principes du développement durable.
- Fédérer toute la communauté éducative autour d'un projet transversal et de long terme.
- Obtenir une labellisation nationale et une certification internationale à terme.
- Démarche intégrée au futur projet d'établissement mais aussi dans les futures constructions ou aménagement de bâtiments qui pourront être éco-conçus.

## Un projet E3D : comment ?

- Une démarche participative qui associera des personnes volontaires représentant l'ensemble des parties prenantes : enseignants, élèves, parents, personnels de l'établissement, partenaires extérieurs, prestataires de services. **Parmi les élèves participant aux actions de ces commissions : élire des éco-délégués.**
- Une démarche progressive, qui s'appuiera sur les pratiques existantes,
- Une démarche visant à la réalisation d'actions concrètes et mesurables,
- Une démarche qui se déploiera sur plusieurs années :

### Année 2018-2019



### Phase 1 – Mai 2018/Septembre 2018 : Phase de lancement et de sensibilisation

Réunion des personnels intéressés avec l'équipe de direction faite en mai 2018 pour constituer le comité E3D. Information faite aux associations de parents et aux partenaires.

1<sup>e</sup> réunion à la rentrée avec la définition d'un programme d'actions avec identification de l'ensemble des actions et projets déjà réalisés au sein de l'établissement (ex. composteur puis le projet jardin pédagogique, journées DD et actions solidaires, ...) et attentes de la communauté éducative.

Installation d'un comité de pilotage validé en CA et des différentes commissions :

- 1- Energie et consommation dans l'établissement (Eau et électricité). Audit à faire en lien avec les services financiers par un groupe de travail,
- 2- Biodiversité/Alimentation,
- 3- Sensibilisation et économie de l'environnement,
- 4- Solidarité et cultures.

### **Phase 2 - Oct. / Décembre 2018 :**

Mise en place de solutions immédiates suite au diagnostic sur la consommation énergétique/eau (Bilan de l'audit). Poursuite des actions déjà engagées dans les différentes commissions.

Place actuelle de l'EDD (Education au Développement Durable) au sein des enseignements et programmes pédagogiques (projets au cycle 3, projet ZENOS « Balades urbaines »).

Mieux connaître les partenaires locaux et les stratégies engagées.

Faire une enquête auprès de l'ensemble des acteurs concernés (*élèves, parents, enseignants, personnels, ..*).

Participation à des événements en lien avec le Développement Durable et la lutte contre le réchauffement climatique (Earth Hour 2019 à la fin du mois de mars).

### **Phase 3 - Janvier / Mars 2019**

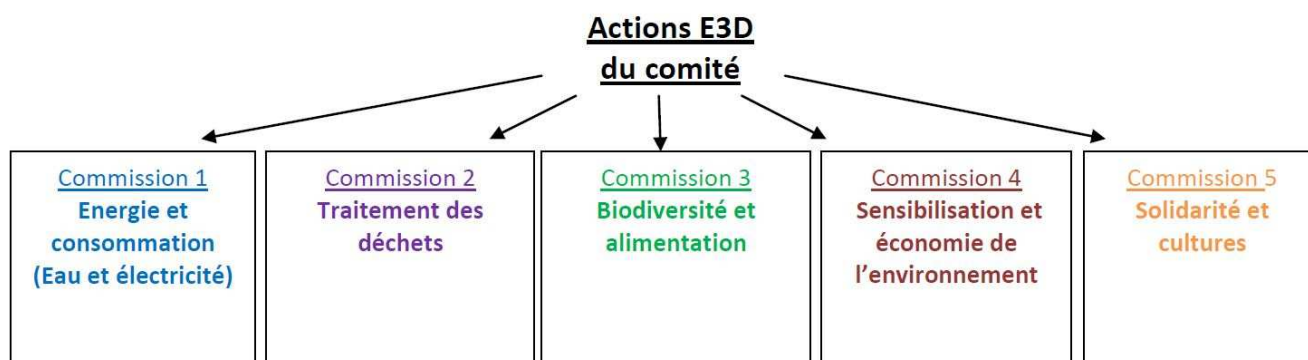
Poursuite des actions/projets décidés dans les différentes commissions et préparation de la journée DD et des actions solidaires au lycée (Lien avec Justice au cœur).

### **Phase 4 - Mars /Mai 2019**

Suite de la mise en œuvre des actions. Bilan et planification pluriannuelle.

### **Un projet E3D : avec quelles actions ?**

Toutes les actions s'inscriraient dans le cadre du comité E3D pour avoir une unique signalétique et une cohérence à l'échelle de l'établissement :



## **Un projet E3D : avec quels moyens ?**

### **Moyens financiers**

Le projet E3D repose sur un autofinancement basé sur 2 volets :

**- le soutien financier d'une part du lycée et de l'AEFE • Subvention**

- Action Pédagogique Pilote de l'AEFE (pour 2018-2019)

**- les économies réalisées à court et moyen termes via la réduction de nos consommations d'énergie,**

### **Moyens humains**

- Une personne coordonnatrice de l'ensemble du projet à nommer.
- Les enseignants acteurs du projet au sein d'ateliers et certains d'entre eux responsables dans les commissions.
- Partenariat avec l'IFC et une association locale.
- Des éco-délégués (en lien avec la vie scolaire) au collège et au lycée.
- Une nouvelle action de formation au Plan Régional de Formation 2018 – 2019 sur le thème DD.

### **Budget à prévoir pour l'année**

#### **scolaire 2018/2018 Recettes**

- Subvention de l'établissement et de l'AEFE (Demande APP en juin 2018),
- Autres subventions (recherches à faire auprès de partenaires).

#### **Dépenses**

- D'autres containers poubelles pour le tri et signalétique,
- Communication. Affichettes,
- Divers (projets, conférencier, etc.).

## **Un projet E3D : avec quels supports de communication ?**

- Une rubrique E3D sur le site internet du lycée (informations et partages de ressources pédagogiques...),
- Des panneaux d'affichage dédiés,
- Un fond documentaire qui se développe dans le CDI de l'établissement,
- Une signalétique plus adaptée du logo avec un élément identifiant la démarche E3D en cours,
- Création d'affiches pour la journée Développement Durable,
- Conférences sur ce thème à prévoir au cours de l'année 2018-2019,
- Mobiliser le service de communication du lycée pour les journées marquantes.

## **Conclusion**

Ce dossier E3D proposé à l'équipe de direction vise à obtenir le soutien et l'assurance de l'implication des responsables des établissements qui s'avèrent indispensables à la bonne mise en œuvre de ce projet. La constitution d'un comité de pilotage planifiera un ensemble de diagnostics et d'actions à mener suivant un calendrier pluriannuel. L'expérience et la labellisation du lycée français de Madrid ainsi que la démarche initiée au lycée Lyautey de Casablanca, seront des aides pour mener à bien cette démarche dans l'objectif d'une future labellisation E3D.

## Rapport de la Commission Commerce Extérieur, Développement Durable Emploi et Formation (CEDDEF)



**Assemblée des Français de l'Étranger  
29<sup>ème</sup> session - Octobre 2018**

### **EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

**Rapporteur : Mme Gaëlle BARRÉ**

**Hélène ANTIER Co-fondatrice Oohee.co**

**Oohee propose aux entreprises de recourir aux services de Français installés à l'étranger, par une mise en relation via une plateforme numérique avec les talents francophones expatriés, disponibles pour des missions ponctuelles à l'international.**

Oohee connecte les entreprises françaises avec les talents francophones expatriés, pour des missions de quelques heures à quelques jours, partout dans le monde. Les entreprises françaises manquent souvent de relais locaux pour assurer rapidement leur développement à l'international. Oohee sélectionne pour ces entreprises les profils les plus pertinents, pour répondre aux besoins immédiats ou programmés à l'étranger.

La plateforme Oohee est en phase de pré-lancement depuis octobre 2017, officiellement lancée depuis janvier 2018. Elle compte aujourd'hui environ 8000 prestataires potentiels inscrits dans plus de 70 pays. Des indépendants, des TPE et PME, et de plus grandes entreprises ont déjà manifesté leur intérêt. Le projet est à l'initiative d'**Etienne POIROT-BOURDAIN**, avec la collaboration d'**Hélène ANTIER**, de **Kamardine BACAR**, et **Albéric ETIENNE**.

Oohee assure **une mise en relation entre demandeurs d'emploi et entreprises sur des missions ponctuelles**, allant d'un jour à un mois. Les activités et services proposés sont variés tels que la tenue de stand, prospection, analyse de marché, conciergerie, rédaction, traduction, photographie. Les travailleurs sont soit des **Français résidant à l'étranger depuis longtemps**, soit des **voyageurs**, des jeunes en erasmus ou VIE, en stage, ou encore les nouveaux entrepreneurs itinérants, les « digital nomads ». Les principaux profils inscrits sont actuellement composés de 70% de femmes.

**Pour les entreprises françaises ouvertes sur l'international**, Oohee les met en relation avec une communauté de talents francophones expatriés, pour des missions courtes et ponctuelles, partout dans le monde. Ils postent une demande de mission via la plateforme et l'équipe d'Oohee les contacte pour préciser leurs attentes et une sélection de profils en adéquation avec les critères de recherche. Oohee ne prend pas de commission sur les rétributions des intervenants, mais sur celles des entreprises à hauteur de 20 à 30% du montant total de la prestation. Oohee n'accepte pas les propositions de mission en dessous d'un **certain montant de rétribution**, sur une base d'une recommandation d'environ 300 euros par jour (tarification **préconisée**). Celle-ci est indicative et peut-être discutée avec l'entreprise cliente. Une **feuille de route co-signée** avec l'entreprise cliente annoncera le début officiel de la mission.

**Pour les demandeurs d'emploi**, quel que soit leur statut (indépendant ou non), ils sécurisent leur mission et leur rétribution grâce à un partenaire spécialiste des missions à l'international. Afin de pouvoir travailler sur une mission Oohee, il est primordial de valider le titre de séjour qui permet d'avoir une activité ponctuelle dans le pays concerné. Ils sont rémunérés en tant que micro-entrepreneur ou en portage salarial. Si le statut du demandeur ne l'autorise pas à émettre des factures, Oohee propose une solution de portage salarial international permettant de recevoir une rétribution nette de charges. Oohee passe par l'intermédiaire de SAGE SA est une société de portage, spécialisée dans la gestion des missions à l'international, qui prélève sur le revenu du « Ooher » 10%. SAGE SA garantit ainsi une couverture juridique en matière de RC Professionnelle et Rapatriement/santé en cas d'accident.

<https://www.oohee.co>

Présentation de la journée d'information Emploi et Formation professionnelle organisée par l'Ambassade de France à Rome, Gaëlle BARRE, Conseillère consulaire

Le Consulat de France à Rome a organisé le **4 juin 2018 de 9h30 à 17h, à l'Institut Français - Centre Saint-Louis à Rome** une journée pour répondre aux questions de nos compatriotes résidant en Italie donnant l'accès au marché du travail italien et français, accompagnement à la recherche d'emploi, formation professionnelle, validation des Acquis de l'Expérience, reconnaissance des diplômes, portabilité des droits au chômage, préparation au retour en France. Cette journée, à l'initiative du Consulat de France à Rome, en collaboration de PonteVia ! et des conseillers consulaires, a présenté les services permettant de faciliter la mobilité professionnelle en Europe et de se former professionnellement.

**L'objectif de cette journée était de** fédérer et réunir en un même lieu les acteurs français et italiens pour permettre au plus grand nombre d'accéder directement à l'information dont il a besoin, que ce soit sur les stands des partenaires ou au cours de 5 micro-conférences.

## Listes des opérateurs présents :

### Mobilité européenne : information sur le marché du travail

- [ANPAL](#), Agenzia Nazionale per le Politiche Attive del Lavoro, en charge de la coordination du système des politiques de l'emploi, de la gestion des programmes nationaux et financements européens, de la coordination du réseau des services pour l'emploi et du réseau EURES pour la mobilité internationale [ANPAL SERVIZI](#), anciennement Italia Lavoro, support pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'emploi de l'ANPAL ([présentation](#)).
- [Città Metropolitana Roma Capitale](#) (présentation notamment du programme [Reactivate](#) - mobilité professionnelle des plus de 35 ans).
- [EURES](#), réseau de coopération visant à faciliter la liberté de mouvement des travailleurs au sein de l'Union Européenne
- [Pôle emploi](#), qui développe depuis 2 ans une nouvelle offre de services dédiée à la Mobilité européenne et internationale et destinée à accompagner les demandeurs d'emploi qui ont pour projet professionnel de travailler à l'étranger.
- [CCI France-Italie](#) : éclairage sur les contrats de travail italiens
- [Business France](#) : présentation notamment du Volontariat International en Entreprises (V.I.E) qui permet à un jeune jusqu'à 28 ans d'exercer une mission professionnelle au sein d'une entreprise française à l'étranger.
- [PonteVia, Competenze e networking](#), Réseau actif de professionnels, créé en 2013, pour faciliter l'accès à l'emploi des francophones et italophones et le développement d'entreprises dans le Latium : conseils sur les CV et présentation de son action (événements mensuels de networking, formations, incubateur de talents et de projets).

### Formation professionnelle : en ligne ou en présentiel

- [AFPA](#) : avec 145 000 personnes formées en 2017, l'Afpa est un opérateur majeur de la formation professionnelle qualifiante en Europe et développe les formations professionnelles en ligne.
- ANPAL struttura 2 (Suivi et évaluation de la formation professionnelle).

### Etudier ou reprendre des études en France et en Italie :

- [Campus France](#) : promotion des études en France et accompagnement (choix de l'établissement d'enseignement supérieur, formation, financement de la recherche, hébergement...).
- [Uni-italia](#), promotion des universités italiennes auprès des étudiants et chercheurs étrangers, et assistance aux étudiants étrangers durant leur séjour.
- [CIMEA](#), Centro di Informazione sulla Mobilità e le Equivalenze Accademiche, informations et conseils sur les procédures de reconnaissance des qualifications et des diplômes en Italie.



### **Microconférences organisées :**

#### **Formation professionnelle à distance et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)**

- Virginie LASSALLE, Directrice de la Pédagogie, de l'Accompagnement et de la Stratégie Numérique, [AFPA](#).

#### **Contrats et spécificités italiennes**

- Maura CORADDUZZA, Chargée de gestion RH, [CCI France-Italie](#)

#### **Comment s'adapter à la culture de l'entreprise italienne. Décryptage de quelques différences interculturelles subtiles**

- Annie REA, Administrateur Déléguée et membre du Comité Exécutif, [CCI France-Italie](#) Italienne et française,

#### **Construire sa stratégie de carrière à l'international**

- Alix CARNOT, Directrice pôle Expat Intelligence et Carrières Internationales, [ExpatCommunication](#).

#### **Les clés pour réussir son CV à l'international : les spécificités culturelles (Français, Italien, Anglais)**

- Diane MÜLLER, HR Consultant [Happy Bees](#), [PonteVia !](#)

**JOURNÉE D'INFORMATION**  
**Emploi**  
**Formation professionnelle**

**GIORNATA D'INFORMAZIONE**  
**Occupazione**  
**Formazione**

Organisée par  
 Organizzata da



**Lundi 4 juin 2018**  
**Lunedì 4 giugno 2018**  
 de 9h30 à 17h      dalle 9:30 alle 17:00

**INSTITUT FRANÇAIS**  
 CENTRE SAINT-LOUIS  
 L. Toniolo 20-22  
 00186 Roma



**Stands & Conférences**  
**Programme complet & inscription**

**Stand & Conferenze**  
**Programma completo e iscrizioni**

[it.ambafrance.org/-Consulat-de-Rome-](http://it.ambafrance.org/-Consulat-de-Rome-)

Sous le patronage de:  
 Con il patrocinio di:

En partenariat avec:  
 In collaborazione con:



## PROGRAMME - PROGRAMMA\*

**Stands:**  
Des conseillers  
à votre écoute

**Stands:**  
Consulenti al  
vostro servizio



**Mobilité européenne :**  
information et conseils  
sur le marché du travail

**Mobilità europea :**  
Informazioni sul mercato  
del lavoro

- ANPAL, ANPAL SERVIZI
- Città Metropolitana Roma Capitale (reactivate Job)
- EURES
- Pôle emploi
- CCI France-Italie
- Business France (VIE)
- PonteVia! Competenze e networking



**Formation professionnelle**  
**Formazione professionale**

- ANPAL Struttura 2
- AFPA (formation en ligne et droits pour les Français de l'étranger)



**Etudier ou reprendre des études en**  
**France et en Italie**

**Studiare o riprendere gli studi in**  
**Francia e in Italia**

- Campus-France
- Uni-Italia
- CIMEA (équivalence des diplômes)

*Avec la présence de services Ressources humaines de grandes entreprises  
Con la presenza dei dipartimenti Risorse Umane di grandi aziende*

**Micro-  
conférences:**  
des spécialistes  
pour vous  
éclairer

**Micro-  
conferenze:**  
specialisti per  
informarvi

**10h- 11h30 :** formation professionnelle à distance et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Virginie Lassalle, Directrice de la Pédagogie, de l'Accompagnement et de la Stratégie Numérique  
[AFPA](#)

**11h30 – 12h15 :** Contrats et spécificités italiennes

Maura Coradduzza, Chargée de gestion RH  
[CCI France-Italie](#)

**12h15-13h :** Comment s'adapter à la culture de l'entreprise italienne. Décryptage de quelques différences interculturelles subtiles

Annie Rea, Administrateur Déléguée et membre du Comité Exécutif  
[CCI France-Italie](#)

**14h30 - 15h30 :** Construire sa stratégie de carrière à l'international

Alix Carnot, Directrice pôle Expat Intelligence et Carrières Internationales  
[ExpatCommunication](#)

**15h30 - 16h30 :** Les clés pour réussir son CV à l'international : les spécificités culturelles (Français, Italien, Anglais)

Diane Müller, HR Consultant Happy Bees  
[PonteVia!](#)

\* Sous réserve de modification – soggetto a modifiche